

Cap sur le recyclage d'actifs

ce titre, à Africa50, nous fournissons des capitaux pour accompagner la phase d'amorçage des projets. Notre expertise et nos relations privilégiées avec nos 28 états actionnaires africains, les institutions de financement et le secteur privé, permettent de mitiger les risques liés à cette phase critique et d'accélérer la mise en œuvre des projets. Il faut aussi dissiper le mythe selon lequel investir en Afrique serait trop risqué. Il faut promouvoir les opportunités et les réussites du continent, tout en œuvrant auprès des gouvernements pour améliorer le climat des affaires.

Avant la pandémie de la Covid-19, le continent enregistrait des taux de croissance économique parmi les plus élevés dans le monde et les rendements des investissements en infrastructures étaient compétitifs. De nouvelles opportunités émergeront après la crise, notamment dans les infrastructures sanitaires et sociales, l'énergie et les transports, et surtout dans les technologies d'information et de communication (TIC), en raison de l'accélération de la numérisation due à la hausse du télétravail, les restrictions de mobilité et les changements de comportement des consommateurs. Et cela est nécessaire pour promouvoir une croissance inclusive.

- Des économistes remettent en cause la pertinence des stratégies d'ouverture adoptées par certains Etats africains. Quelle est votre analyse?

- En tant que dirigeant d'une organisation dont le mandat est

d'améliorer les infrastructures en Afrique, je soutiens le libre-échange ainsi que la circulation des flux de capitaux, des biens et des personnes. Pour développer les infrastructures, le continent a besoin d'investissements étrangers et d'équipements de qualité aux meilleurs coûts. Parallèlement, il est nécessaire d'accélérer la mobilisation des finance-

ments domestiques et de soutenir l'industrialisation. Cela est essentiel pour créer des emplois et augmenter la participation des entités africaines à la création de valeur sur notre continent, tout en réduisant la dépendance de l'Afrique aux financements et autres facteurs de production extérieurs. Par ailleurs, la mise en œuvre de la Zone de

libre-échange continentale africaine (ZLECA) devrait augmenter de manière significative le commerce intra-africain et ainsi permettre à l'Afrique d'avoir une influence plus forte dans l'élaboration de règles et normes propices pour encadrer la mondialisation. □

Propos recueillis par Franck FAGNON

Un portefeuille de projets déjà riche



Les centrales solaires de Benban en Egypte fournissent l'électricité à près de 420.000 foyers (Ph. Africa50)

QUATRE ans après le démarrage de ses opérations, Africa50 tire un premier bilan positif. L'organisation panafricaine, qui est aussi membre du Casablanca Finance City, est pleinement opérationnelle. Jusqu'ici, elle réalise un total de onze investissements et l'un des premiers projets, les centrales solaires de Benban en Egypte (400MW), a démarré ses opérations commerciales et fournit de l'électricité à près de 420.000 foyers.

Le portefeuille de projets comprend aussi des centrales électriques dans plusieurs pays africains, l'aéroport international de Conakry en Guinée et le Kigali Innovation City au Rwanda. En outre, Africa50 intervient dans le financement du pont route-rail reliant Brazzaville et Kinshasa. «Nous diversifions aussi nos actifs dans le transport d'énergie et le midstream gazier, tout en étudiant les opportunités dans le secteur de la santé», indique le directeur général. □



210 entreprises
membres



50 pays
africains



6000
collaborateurs

CFC Community
se mobilise pour la relance



CASABLANCA FINANCE CITY
القطب المالي للدار البيضاء

CFC, your business partner
for africa's potential.

casablancafinancecity.com